



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation et l'agriculture



PROMOTION DE L'EMPLOI  
PRODUCTIF ET DU TRAVAIL  
DÉCENT DANS LES ZONES  
RURALES

## Leçon 2

# **L'emploi et le travail décent dans le développement agricole, la lutte contre la pauvreté et la sécurité alimentaire et nutritionnelle**

### Version textuelle

La version interactive de cette leçon est disponible gratuitement à l'adresse suivante:

<https://elearning.fao.org/>



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence  
CC BY-NC-SA 3.0 IGO (<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/deed.fr>)  
© FAO, 2018

Dans cette leçon

Objectifs d'apprentissage ..... 3

Introduction ..... 3

Principaux impacts de la promotion des emplois décents dans les zones rurales ..... 4

Synergie entre le droit à une nourriture adéquate et le droit au travail..... 19

Résumé ..... 25

## Objectifs d'apprentissage

À la fin de cette leçon, vous serez en mesure:

- de décrire les liens existant entre l'emploi et le travail, le développement agricole, la lutte contre la pauvreté et les quatre dimensions de la sécurité alimentaire et nutritionnelle;
- d'illustrer les synergies existant entre le droit à une alimentation adéquate et le droit à un travail décent.

## Introduction

Le travail décent est reconnu par le droit international comme un droit humain auquel toute personne peut prétendre.

Il reste cependant **beaucoup à faire pour améliorer les conditions et les possibilités de travail** pour les chômeurs, les travailleurs sous-employés et tous ceux pour qui le travail ne procure pas encore un moyen de subsistance viable.

Dans le monde, 80 pour cent des travailleurs pauvres vivent dans des zones rurales et occupent un emploi précaire.



### Les travailleurs pauvres

Les travailleurs pauvres sont des personnes qui: 1) occupent un emploi et 2) vivent dans des foyers dont les niveaux de revenus ou de consommation sont inférieurs au seuil de pauvreté.

L'Organisation internationale du Travail (OIT) fait la distinction entre:

- les travailleurs extrêmement pauvres (moins de 1,25 dollar par jour);
- les travailleurs modérément pauvres (entre 1,25 et 2 dollars par jour);
- les travailleurs proches de la pauvreté (entre 2 et 4 dollars par jour);
- les travailleurs de la classe moyenne émergente (travailleurs issus de ménages dont la consommation par personne se situe entre 4 et 13 dollars par jour);
- les travailleurs des classes moyennes émergente et supérieure (travailleurs issus de ménages dont la consommation par personne est supérieure à 13 dollars par jour).

Source: OIT, KILM 18. *Pauvreté et répartition des revenus, emploi par catégorie de revenus et travailleurs pauvres.* [www.ilo.org/global/statistics-and-databases/research-and-databases/kilm/WCMS\\_501569/lang--fr/index.htm](http://www.ilo.org/global/statistics-and-databases/research-and-databases/kilm/WCMS_501569/lang--fr/index.htm)

Cette leçon vous aidera à comprendre pourquoi la promotion d'emplois productifs et décents dans les zones rurales est indispensable au développement agricole, à la lutte contre la pauvreté et à la sécurité alimentaire. Vous serez aussi sensibilisé aux synergies existant entre le droit à une alimentation adéquate et le droit à un travail décent.

## Principaux impacts de la promotion des emplois décents dans les zones rurales

Quels sont les principaux impacts de la promotion de l'emploi productif et du travail décent dans les zones rurales?



Développement agricole



Réduction de la pauvreté



Sécurité alimentaire et nutritionnelle



Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 inclut un objectif spécifique au travail décent, à savoir l'objectif 8 (**Voir annexe 1, leçon 1**): «Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous». L'objectif 8 est étroitement lié à l'objectif 1: «Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde», et à l'objectif 2: «Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable».

### Le Programme de développement durable à l'horizon 2030

Lors du Sommet des Nations Unies sur le développement durable qui s'est tenu le 25 septembre 2015, les dirigeants mondiaux ont adopté le Programme de développement durable à l'horizon 2030, [www.un.org/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=A/70/L.1&Lang=F](http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/70/L.1&Lang=F), qui inclut un ensemble de 17 objectifs de développement durable (ODD) visant à éradiquer la pauvreté, lutter contre les inégalités et l'injustice et répondre aux changements climatiques d'ici 2030.



## Développement agricole

**Quels sont les principaux impacts de la promotion de l'emploi productif et du travail décent dans les zones rurales?**

### Situation

Kim et Alovat, qui travaillent au Ministère de l'agriculture, discutent de problèmes liés à l'emploi dans une province rurale d'Asie du Sud avant de démarrer un projet de développement dans cette région.

Kim: “ La filière de la laine est indispensable pour l'emploi et les revenus de nombreux habitants de la province. Cependant, la plupart des personnes travaillant dans la filière restent très pauvres.”

Alovat: “ Oui, en fait il s'agit de l'une des provinces les plus pauvres du pays. Le manque d'accès aux technologies modernes et à des compétences commerciales explique le niveau très faible de la productivité et des revenus. Je me demande ce que nous pourrions faire pour changer la situation. ”

Kim: “ Le problème est que les travailleurs ont vraiment peu de compétences et que les ménages n'ont pas les connaissances commerciales qui leur permettraient d'augmenter leurs revenus au-delà du niveau de subsistance.”

Alovat: “ Vous avez raison. Cette situation est très difficile. Un autre problème réside dans le fait que, en raison des normes culturelles, les femmes et les jeunes filles participent uniquement à des activités à domicile. Il est très difficile pour elles d'acquérir des compétences et des technologies et d'accéder aux services de vulgarisation.”


Kim: “ La filière est sous-développée et, pour de nombreuses personnes, la seule option disponible est celle de travailler occasionnellement dans les zones urbaines.”

Le secteur agricole est peu performant dans de nombreux pays en développement. Les causes de ce manque de performance sont parfois liées aux déficits de travail décent, par exemple:

- mauvaises conditions de travail et manque de compétences;
- recours à des pratiques non durables (par ex., travail des enfants);
- exclusion de la liberté d'association et du droit de négociation collective ;
- inégalités fondées sur le sexe et le groupe d'âge dans les marchés du travail des zones rurales ;
- sous-emploi et absence de contrats de travail réglementaires.

### Situation

Lors d'une conférence, Alovat décrit le projet mis en œuvre en Asie du Sud.

 Alovat: " Nous avons apporté plusieurs innovations dans notre projet. Nous avons effectué une analyse participative de la filière parce que nous voulions demander à toutes les parties prenantes d'identifier les goulets d'étranglement de la productivité dans l'ensemble de la chaîne de valeur.


Pour améliorer la très faible productivité, le projet a fourni des technologies permettant d'économiser de la main-d'œuvre et d'améliorer la productivité et a formé les travailleurs à leur utilisation.

Les travailleurs ont aussi été formés pour adopter de meilleures pratiques, comme le lavage de la laine avant la tonte, la classification de la laine en fonction de la couleur, l'évaluation des toisons et la production de fibres de longueur uniforme grâce à la mécanisation de la tonte. Ces pratiques ont pour objet d'augmenter les revenus tirés de leur travail.

Pour augmenter la participation des femmes, des agents de vulgarisation de sexe féminin ont été formés, permettant ainsi aux éleveuses et productrices d'avoir accès à un soutien d'une manière tolérée par la société. Les femmes réalisant des activités à plus forte valeur ajoutée, par ex., le pré-lavage, la classification, le bobinage et la teinture, ont aussi été formées pour adopter de meilleures technologies pour la production de laine et la vente de leur production.

Enfin, nous avons facilité la création d'un collectif de commercialisation de producteurs de laine afin de soutenir et correctement représenter toutes les personnes impliquées dans la filière, y compris les femmes."

 Participants: " Ces changements ont-ils donné des résultats dans la production de la laine?"

 Alovat: " Oui, ils sont déjà profitables! Dans la région du projet, tous les éleveurs et

*producteurs, hommes ou femmes, connaissent et utilisent à présent des technologies et des pratiques durables modernes. De nombreux travailleurs ont pu constater une augmentation importante de la productivité. Par exemple, les femmes qui travaillent au rouet, après avoir été formées à cet effet, ont constaté un décuplement de leur production journalière d'articles issus de la transformation de la laine."*

Ainsi, **afin de stimuler la croissance agricole**, il est **important de promouvoir des emplois en plus grand nombre et de meilleure qualité dans les zones rurales**.

Dans l'agriculture, les priorités en matière d'emploi et de travail décent sont les suivantes:

- amélioration des compétences, de l'organisation et des conditions de travail des travailleurs;
- création de nouvelles possibilités d'emploi productif;
- attraction des [jeunes](#) vers le secteur et réduction du déficit de productivité des [femmes](#);
- augmentation des revenus en milieu rural et, par conséquent, des investissements des travailleurs ruraux dans l'agriculture, ainsi que de la demande en produits agricoles de plus grande valeur;
- encouragement de la diversification de l'agriculture et des moyens de subsistance afin de réduire la pression exercée sur les ressources naturelles, comme les forêts et les ressources marines.

Ceci mène à l'**AUGMENTATION DURABLE DE LA PRODUCTION AGRICOLE**.



### Les jeunes et l'agriculture

Dans la plupart des régions en développement, les jeunes se heurtent encore à de nombreuses barrières structurelles les empêchant de développer leurs compétences et leurs capacités, en particulier dans les zones rurales.

**Ils sont surreprésentés parmi les chômeurs et dans l'économie informelle** et, du fait de l'absence de possibilités et de la dureté de la vie en milieu rural, ils se détournent de plus en plus de l'agriculture et des zones rurales dans leur ensemble. L'agriculture à petite échelle est, en particulier, souvent déconsidérée comme option de subsistance souhaitable; elle ne serait qu'une stratégie d'adaptation en l'absence de filets de sécurité sociale adéquats et de perspectives d'emplois plus rémunérateurs.

Le manque d'emplois attrayants, de services et d'infrastructures dans les zones rurales **pousse de plus en plus les jeunes à migrer vers les zones urbaines et l'étranger**. Ils sont nombreux à finir en marge des systèmes économiques urbains caractérisés par l'augmentation du chômage et la prolifération des bidonvilles. Pourtant, le secteur agricole a besoin de l'énergie et du potentiel novateur des jeunes. Les populations agricoles vieillissent et, si le secteur veut augmenter sa productivité agricole et satisfaire de manière durable la demande croissante en denrées alimentaires, il doit de toute urgence rajeunir.

En particulier, **les jeunes pourraient mieux contribuer à la croissance agricole s'ils avaient accès à des terres, à des crédits et aux marchés**. Pour attirer les jeunes, l'agriculture devra aussi faire preuve de plus de dynamisme et d'attractivité pour que les jeunes voient le secteur sous un jour plus favorable. À cet effet, les niveaux et la qualité actuels des investissements publics doivent augmenter et des éléments rendant les programmes adaptés aux besoins de la jeunesse doivent être introduits.

En dehors de l'exploitation agricole à proprement parler, il existe un réel potentiel de création d'emplois dans des activités économiques rurales non agricoles tournant autour des chaînes de valeur alimentaires liées à l'agriculture durable, des entreprises agro-alimentaires et des services de soutien connexes.

### **Les femmes et l'agriculture**

Les femmes rurales représentent 43 pour cent de la main-d'œuvre agricole dans les pays en développement. **Leur productivité est toutefois limitée par diverses formes de préjugés et de discrimination**, dans l'accès aux terres, par exemple.

Elles sont majoritaires dans la catégorie des travailleurs familiaux et ont moins de chances que les hommes d'accéder à un emploi salarié. Quand elles y parviennent, elles occupent le plus souvent un emploi à temps partiel, saisonnier et/ou mal rémunéré dans l'économie informelle.

Les femmes doivent aussi **faire face à une charge de travail excessive**, du fait de la combinaison des tâches productives et familiales, ce qui est un obstacle à leur participation à des activités génératrices de revenus. Il est capital de supprimer les inégalités entre les hommes et les femmes dans l'accès à des ressources et à des services

productifs ainsi que dans l'utilisation de ces derniers afin de libérer le potentiel des femmes en tant que producteurs de denrées alimentaires.



## Réduction de la pauvreté

### Situation

Retournons à la conférence et écoutons les autres questions sur le projet d'élevage en Asie du Sud auxquelles Alovat répond...



Participants: " Mis à part l'impact positif sur la production, les personnes ont-elles augmenté leurs revenus et réussi à sortir de la pauvreté?"



Alovat: " Oui! Notre projet a été très efficace pour réduire la pauvreté en milieu rural. Les revenus des travailleurs de la filière de la laine ont été multipliés par quatre. Maintenant, les producteurs peuvent aussi offrir une éducation à leurs enfants. Comme les familles sont en mesure d'embaucher de la main-d'œuvre, les filles sont aussi scolarisées."

**Des emplois en plus grand nombre et de meilleure qualité dans les zones rurales sont indispensables pour réduire la pauvreté dans ces régions.**

L'emploi est largement reconnu comme étant l'un des principaux mécanismes de transmission permettant à la croissance et au développement économique d'agir contre la pauvreté.

Cependant, pour stimuler le développement, **les emplois doivent être «décents»**. Si l'emploi ne génère pas des revenus suffisants et stables ou, pire encore, affaiblit les travailleurs en violant les droits fondamentaux de l'homme, il ne pourra pas assurer des moyens de subsistance durables.

Dans les zones rurales des régions en développement, les taux de chômage officiels relativement bas occultent souvent un sous-emploi endémique et des taux élevés d'emplois informels de mauvaise qualité.

Lorsque l'on appréhende la question de l'emploi et du travail décent dans les zones rurales, il est essentiel de cibler en priorité le secteur agricole. Même si les circonstances peuvent varier en fonction des contextes et des niveaux de revenus des pays, l'agriculture est une source importante d'emplois et de revenus dans les zones rurales de la plupart des régions en développement.

Cependant, l'agriculture ne pourra pas relever à elle seule le défi de l'emploi.

Il est nécessaire d'augmenter les investissements pour accélérer la croissance dynamique de l'emploi dans les zones rurales, en particulier, **pour stimuler l'emploi et l'entrepreneuriat dans l'économie rurale non agricole.**



### **L'économie non agricole**

**Les activités non agricoles sont une importante source de revenus** pour les foyers agricoles et les autres foyers ruraux, y compris les pauvres sans terres.

Alors que la production agricole est encore une source particulièrement importante de revenus en Afrique subsaharienne (40 à 70 pour cent des foyers ruraux tirent plus des trois quarts de leurs revenus de sources agricoles), en Asie et en Amérique latine, une grande partie de la main-d'œuvre rurale occupe déjà des emplois non agricoles à temps plein ou à temps partiel.

Une augmentation des revenus au niveau du ménage est souvent associée à une évolution vers des possibilités d'emploi dans le secteur non agricole. Lorsque les agriculteurs ont du mal à trouver des crédits, **les activités non agricoles influent sur la**

**performance de l'agriculture en leur fournissant les liquidités nécessaires** pour investir dans des actifs améliorant la productivité.

Le développement d'activités non agricoles dans le système alimentaire (notamment agro-industrie, distribution et fourniture d'intrants agricoles) peut augmenter la rentabilité de l'agriculture en augmentant les apports et améliorant l'accès à des points de vente.

Une telle diversification économique devra s'appuyer sur les liens renforcés entre le rural et l'urbain, afin de créer d'autres possibilités d'emploi dans le commerce, le transport et les services ruraux.

Il est important de créer plus d'emplois de meilleure qualité dans l'ensemble de la filière agricole, y compris dans le stockage et la manipulation des aliments, et dans l'agro-industrie, dans la commercialisation et la distribution.

Les activités qui ajoutent de la valeur peuvent inclure le tri et la classification, le conditionnement et l'étiquetage, mais aussi les opérations de la chaîne du froid.



## Sécurité alimentaire et nutritionnelle

### De quelle manière l'emploi productif et le travail décent influent-ils sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et ses quatre dimensions?

L'accès à un emploi productif et au travail décent est un préalable essentiel pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle<sup>1</sup> et ses quatre dimensions<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> «La sécurité alimentaire et nutritionnelle existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique, social et économique à une nourriture saine dont la quantité consommée et la qualité sont suffisantes pour satisfaire les besoins énergétiques et les préférences alimentaires des personnes, et dont les bienfaits sont renforcés par un environnement dans lequel l'assainissement, les services de santé et les pratiques de soins sont adéquats, le tout permettant une vie saine et active.»

Source: Comité de la sécurité alimentaire mondiale (2012)

<sup>2</sup> La sécurité alimentaire et nutritionnelle repose sur les quatre piliers suivants:

**Disponibilité alimentaire:** La quantité de nourriture physiquement disponible à la consommation dans le secteur concerné, provenant de toutes les formes de production nationale (y compris la production du ménage), des importations commerciales et de l'aide alimentaire. Dans le contexte du droit à une alimentation

Les personnes pauvres vivant en zone rurale ont souvent un accès très limité à la sécurité sociale ou à des moyens de production comme des terres ou du bétail.

Par conséquent, leur seule manière d'obtenir des aliments et des revenus pour leur subsistance est de proposer leur main-d'œuvre.

TRAVAILLEURS RURAUX			
Leurs conditions de santé et de travail influent considérablement sur <b>l'UTILISATION DES ALIMENTS</b>	En produisant des denrées alimentaires, ils contribuent directement à la <b>DISPONIBILITÉ ALIMENTAIRE</b>	Les revenus de leur travail déterminent leur <b>ACCÈS À LA NOURRITURE</b>	La stabilité de leurs emplois influe sur la <b>STABILITÉ</b> de leur approvisionnement alimentaire

Selon les derniers chiffres de la FAO sur la faim et la malnutrition, environ 815 millions de personnes dans le monde sont encore sous-alimentées.

Les régions où la faim sévit le plus sont l'Asie du Sud et de l'Est, l'Afrique subsaharienne et l'Afrique de l'Est. Il n'est pas étonnant que ces régions soient aussi celles qui présentent les taux les plus élevés d'emplois vulnérables et de pauvreté chez les travailleurs.

adéquate, la disponibilité désigne la disponibilité de nourriture en quantité suffisante et d'une qualité propre à satisfaire les besoins alimentaires de l'individu, exempte de substances nocives, et acceptable dans une culture donnée, provenant de la production nationale ou de l'importation.

**Accès à la nourriture:** Possibilité d'accéder physiquement, économiquement et socialement à la nourriture, que ce soit au niveau de l'individu ou du ménage. Dans le contexte du droit à une alimentation adéquate, l'accessibilité économique implique que les moyens financiers personnels ou du ménage pour acheter des denrées alimentaires répondant aux besoins énergétiques doivent être à un niveau permettant de ne pas mettre en danger ou compromettre la satisfaction d'autres besoins vitaux. De même, l'accès implique un accès à des quantités (calories) et à une qualité en termes de variétés, diversité, contenu nutritionnel et sécurité.

**Utilisation des aliments:** Manière dont le corps utilise les différents nutriments des aliments. Les individus parviennent à un apport en énergie et en nutriments suffisant grâce à une bonne hygiène alimentaire, à un mode de préparation des aliments approprié, à la diversité du régime alimentaire et à une répartition équitable de la nourriture au sein du foyer. Associé à l'assimilation biologique des aliments consommés, l'apport en énergie et en nutriments détermine le statut nutritionnel des individus.

**Stabilité alimentaire:** Pour jouir d'une sécurité alimentaire, une population, un ménage ou un individu doivent avoir accès aux vivres appropriés en tout temps. Ils ne doivent pas risquer de perdre l'accès à la nourriture à la suite de chocs brusques (comme une crise économique ou climatique) ou d'événements cycliques (comme une insécurité alimentaire saisonnière). La notion de stabilité peut, par conséquent, recouvrir à la fois les dimensions de disponibilité et d'accès à la sécurité alimentaire.

Sources: [FAO TERM \(2006\). Note d'orientation n° 2: Sécurité alimentaire.](#)



**Une meilleure productivité de la main-d'œuvre agricole est généralement associée à de plus faibles niveaux de sous-alimentation.**

Examinons de plus près les liens qui existent entre l'emploi productif et le travail décent dans les zones rurales et chacune des quatre dimensions de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

### **1. Emploi productif et travail décent dans les zones rurales et disponibilité alimentaire**

Envisageons un scénario qui montre comment les déficits de travail décent réduisent la capacité des producteurs et travailleurs agricoles à produire des denrées alimentaires.

#### *Scénario*

En Afrique subsaharienne, les systèmes agricoles sont dominés par les petits exploitants qui, dans la plupart des cas, pratiquent une agriculture de subsistance, avec en moyenne deux hectares par exploitation et une très faible valeur ajoutée.

La plupart des tâches sont réalisées par des membres de la famille (souvent des enfants) qui travaillent de longues heures pour effectuer des activités difficiles et parfois dangereuses afin de réduire les coûts et compenser la faible productivité de l'exploitation.

Les membres de la famille manquent en général de compétences techniques, commerciales et de gestion et n'ont pas accès à des services de vulgarisation adéquats pour intensifier ou diversifier leur production de manière durable.

Le degré de mécanisation est très faible. La main-d'œuvre est principalement composée de personnes qui travaillent à la main entre 50 et 80 pour cent de la zone cultivée.

Même si cela permet d'assurer la viabilité de l'exploitation familiale à court terme, de telles conditions de travail compromettent en fin de compte le bien-être et le potentiel de production de la famille.

En général, les rendements des cultures en Afrique subsaharienne sont très faibles et de mauvaise qualité comparés à ceux d'autres régions du monde.

Les paysans, pêcheurs, chasseurs, éleveurs et bergers, ainsi que les travailleurs agricoles salariés, apportent une contribution directe à la production de denrées alimentaires. En améliorant leurs conditions de travail et en les aidant à accéder à des emplois décents, on peut contribuer à augmenter la disponibilité des produits alimentaires d'une manière pérenne.

Ainsi, un investissement dans l'emploi productif et le travail décent dans les zones rurales peut **augmenter** la disponibilité des produits alimentaires en:

- améliorant les compétences, l'organisation et les conditions de travail des travailleurs agricoles, qui augmentent à leur tour la productivité du travail agricole;
- valorisant le potentiel en partie inexploité des femmes et des jeunes producteurs;
- augmentant les revenus en zone rurale et donc la demande de produits de plus grande valeur, ainsi que la mécanisation et le propre investissement des travailleurs ruraux dans l'agriculture;
- encourageant la diversification de l'agriculture et des moyens de subsistance, réduisant de ce fait la pression exercée sur les ressources naturelles, comme les forêts et les ressources marines.

## **2. Emploi productif et travail décent dans les zones rurales et accès à la nourriture**

Dans le scénario suivant, le manque d'emplois ou le faible niveau des revenus et des salaires réduisent la capacité des personnes vivant dans les zones rurales à accéder à la nourriture.

### *Scénario*

L'évolution de la pêche artisanale de subsistance en transactions commerciales à but lucratif pourrait avoir des effets négatifs sur les moyens de subsistance des communautés de pêcheurs du littoral. La modernisation des activités risque de rendre obsolètes les compétences, les connaissances et les emplois manuels des plus pauvres.

Par exemple, dans certaines communautés de pêcheurs d'Asie du Sud, lorsque la vente des poissons a commencé à se faire au débarquement, directement aux intermédiaires, les pêcheurs ont pu se passer de l'intervention des femmes pour la vente. Les femmes célibataires du secteur de la pêche étaient souvent les plus concernées par ces changements.

Une autre évolution préoccupante est que les pêcheurs ne peuvent pas se permettre de manger les poissons qu'ils attrapent. Au fur et à mesure que le secteur se développe, les espèces de poissons qui étaient traditionnellement consommées sont devenues si chères que les pêcheurs en mangent moins souvent, ou alors seulement les variétés les moins chères.

Il existe aussi une corrélation étroite entre l'irrégularité des heures de travail et la nature de la relation de travail, et la sécurité alimentaire de la famille, ce qui entraîne des écarts prononcés dans la consommation journalière de plusieurs aliments.

L'amélioration des conditions et de la productivité du travail dans les zones rurales permettent un meilleur accès à la nourriture: le montant des revenus générés par le travail est l'un des principaux éléments déterminants de la quantité et de la qualité des denrées alimentaires que les travailleurs et leurs familles peuvent acheter.

Un investissement ciblé dans la promotion plus d'emplois de meilleure qualité pour les personnes vivant en milieu rural peut améliorer l'accès à la nourriture en:

- augmentant les revenus et le pouvoir d'achat grâce à l'accès à des emplois plus rémunérateurs;
- autonomisant les femmes et augmentant par là leur pouvoir de négociation et la parité au sein et en dehors du foyer;
- stimulant la diversification des revenus, notamment par la création d'emplois non agricoles tout au long de la chaîne de valeur.

### **3. Emploi productif et travail décent dans les zones rurales et utilisation des aliments**

Dans ce scénario, le fait d'augmenter la charge de travail des femmes met en péril le devenir nutritionnel des ménages. Cela démontre que le travail à lui seul ne permet pas d'améliorer l'utilisation des aliments. Il est nécessaire d'adopter une approche de travail décent qui, en favorisant un travail sûr, des heures de travail acceptables et des pratiques tenant davantage compte des besoins des deux sexes, contribue aussi à la sortie du cercle vicieux caractérisé par une faible productivité, de bas salaires, la malnutrition, une mauvaise santé et une faible capacité de travail.

#### *Scénario*

Dans de nombreux pays en développement, la proportion de femmes en âge de travailler qui sont employées dans l'agriculture augmente au fil du temps. Cela a entraîné une «féminisation de l'agriculture», en particulier dans le cas de certaines activités comme le ramassage du coton. Non seulement cette pratique est très chronophage, mais il s'agit aussi d'une tâche très physique qui implique de travailler sous le soleil à longueur de journée. Les travailleurs doivent couvrir de longues distances pour se rendre aux champs de coton et en repartir. En particulier, les femmes des familles de métayers, surtout celles vivant dans des communautés socialement marginalisées et dépendantes, n'ont pas d'autre choix que de travailler de longues heures. Il existe une pression en termes de disponibilité des soins au sein du ménage qui découle du

manque de temps.

L'environnement de travail présente aussi des dangers pour la santé, par exemple des blessures à la main et des difficultés à respirer en raison de la présence de poussières, de fibres de coton et de résidus de pesticides dans les champs de coton.

Cela a des implications directes sur l'état sanitaire et nutritionnel des femmes, mais aussi sur les résultats nutritionnels de leurs enfants.

Une amélioration des conditions de travail et des emplois plus productifs contribueraient participeraient à une meilleure utilisation des aliments. L'accès des femmes à de meilleurs emplois est particulièrement important à cet égard, car elles sont généralement responsables de la préparation des aliments et jouent donc un rôle primordial dans la diversité nutritionnelle de leurs foyers. Ainsi, un investissement ciblé dans la promotion d'emplois productifs et décents pour les personnes vivant en milieu rural peut améliorer l'utilisation des aliments en :

- améliorant les régimes alimentaires, grâce à une augmentation et à une stabilisation de leurs propres productions et revenus;
- améliorant la santé des travailleurs grâce à de meilleures conditions de travail;
- prêtant une plus grande attention aux services de garde et à l'autonomisation des femmes, permettant ainsi à celles-ci d'atteindre un meilleur équilibre entre leurs responsabilités productives et familiales.

#### **4. Emploi productif et travail décent dans les zones rurales et stabilité de l'approvisionnement alimentaire**

Dans ce cas, la garantie d'un emploi de qualité acceptable contribue à augmenter durablement la sécurité alimentaire des foyers ruraux et la stabilité de ce dernier.

##### *Scénario*

En Inde, la *Mahatma Gandhi National Rural Employment Act* (loi de garantie de l'emploi rural) est l'un des programmes les plus ambitieux au monde en faveur de l'emploi et de la protection sociale qui inscrit dans le droit le travail salarié des foyers ruraux.

Généralisée depuis 2008, cette loi garantit à chaque foyer rural ayant besoin de travail un accès à au moins 100 jours d'emploi par an, rémunérés au salaire minimum dans des programmes de travaux publics.

L'emploi doit être fourni dans les 15 jours qui suivent la demande d'une carte de travail, dans un rayon de cinq kilomètres autour du village.

Si leurs demandes n'aboutissent pas, les foyers ont droit à des allocations chômage.

En offrant un certain nombre de jours de travail garanti et, par conséquent, des revenus prévisibles aux personnes pauvres vivant en zone rurale, le programme assure l'autosuffisance des foyers sélectionnés pour l'approvisionnement en nourriture, entre autres.

Même si la performance varie grandement d'un État à l'autre, selon les évaluations, les participants au programme ont augmenté leur apport de protéines et d'énergie comme dans l'Andhra Pradesh.

Les principaux domaines d'intervention pour augmenter la stabilité et la sécurité du travail dans les zones rurales sont les suivants:

#### ➡ Amélioration du dialogue politique et social

Dans les zones rurales, la précarité de l'emploi est exacerbée par les caractéristiques structurelles des marchés du travail ruraux, tels que le niveau élevé d'informalité, la prévalence du cumul d'emplois et des emplois occasionnels, la fragmentation de la main-d'œuvre, les asymétries d'information, la saisonnalité et les incertitudes liées à la production agricole.

Tant le secteur public que le secteur privé ont donc un rôle important à jouer pour **garantir le respect des protections sociales et améliorer les normes du travail décent dans les zones rurales**. Sur le long terme, il convient de donner priorité à l'amélioration de l'institutionnalisation des marchés du travail (par ex., en augmentant la formalisation, l'organisation des producteurs et des travailleurs, les salaires minimums, etc.).

#### ➡ Protection des travailleurs contre les risques

Les dangers sur le lieu de travail peuvent entraîner une perte temporaire ou permanente de l'emploi du fait d'une blessure ou d'une maladie, de la perte d'une récolte, d'une mauvaise saison de pêche ou de fluctuations du marché. Les transferts en espèces, les assurances et autres systèmes d'atténuation ou de partage des risques constituent des mécanismes importants à cet égard, en particulier étant donné la couverture limitée des régimes traditionnels participatifs de sécurité sociale dans les zones rurales.

En général, les **interventions en faveur de l'emploi et de la protection sociale** doivent unir leurs forces pour **permettre aux agriculteurs de faire des investissements plus productifs** se

traduisant en l'acquisition de moyens de production et une amélioration de la productivité. En fin de compte, les fruits se récolteront à long terme par la réduction de la pauvreté, la pérennité et la stabilisation de l'approvisionnement alimentaire.

### ➡ **Environnement favorable au développement agricole**

Dans le cas des travailleurs agricoles, et en particulier des travailleurs indépendants, comme les petits producteurs, **la sécurité des revenus et de l'emploi repose sur un environnement global favorable** pour le développement agricole et rural.

Cela nécessite des investissements qui permettent de combler les principaux écarts de productivité et de relever les défis qui se présentent au secteur agricole et à l'agro-industrie, y compris des investissements dans l'adaptation aux changements climatiques, le développement de la chaîne de valeur et les infrastructures et les services connexes d'aide aux entreprises. Cela étant, la croissance du secteur peut être encouragée de différentes manières. Il est donc important d'identifier les mesures qui peuvent être prises dans un contexte donné, afin de s'assurer que le développement se produit d'une manière plus propice à l'emploi (par ex., en donnant priorité à l'emploi local ou en soutenant les catégories de producteurs désavantagées, comme les femmes ou les jeunes).

### ➡ **Diversification des emplois**

Il faut en priorité **diversifier les économies rurales** afin de réduire la pression exercée sur les ressources naturelles et augmenter le nombre et la qualité des emplois ruraux. Cela implique de **resserrer les liens entre l'agriculture et d'autres secteurs**, créer un environnement propice à l'augmentation de la productivité et à la création d'emplois dans le secteur agricole et en zone rurale, instaurer des liens entre les campagnes et les villes et promouvoir un secteur rural non agricole dynamique.

La diversification par l'accès à des possibilités d'emplois non agricoles à haut rendement peut améliorer la capacité des ménages à stabiliser l'approvisionnement alimentaire lorsque les revenus et la production sont saisonniers, alors que des marchés du travail ruraux plus dynamiques peuvent aider les familles à retrouver un approvisionnement alimentaire adéquat en cas de pénurie.

Des emplois stables et sûrs, associés à des mécanismes de protection sociale tout au long du cycle de vie contribuent à la stabilité de l'accès des personnes aux denrées alimentaires. Dans l'ensemble, l'emploi productif et le travail décent peuvent aider à améliorer la capacité d'auto-reproduction,

d'innovation et de croissance du système alimentaire pour protéger et augmenter la productivité future. L'investissement dans le capital humain d'une société est ce qui peut lui permettre de compter sur une main-d'œuvre plus éduquée, compétente, saine, épanouie et donc plus productive. Un investissement ciblé dans la promotion d'emplois productifs et décents pour les personnes vivant en milieu rural peut améliorer la stabilité de l'approvisionnement alimentaire en:

- augmentant la prévisibilité des revenus et la résilience aux chocs pour les personnes vivant en milieu rural, afin qu'elles puissent éviter les remèdes palliatifs, comme la réduction des dépenses habituellement consacrées à d'autres besoins élémentaires (par ex., éducation, santé et logement), la vente d'actifs importants ou la migration provoquée par leur état de nécessité;
- augmentant la pérennité des systèmes de production par une hausse durable de la productivité du travail et des capacités d'investissement des travailleurs ruraux.

## Synergie entre le droit à une nourriture adéquate et le droit au travail

Le lien entre la sécurité alimentaire et l'emploi et le travail décent dans les zones rurales est si étroit que, au niveau mondial, le **droit à une alimentation adéquate et le droit à un travail décent** sont déjà définis comme des axes stratégiques complémentaires dans les initiatives et processus tels que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et le Défi «Faim zéro» lancé par le Secrétaire général des Nations Unies.



### Le droit à une alimentation adéquate

Reconnu initialement dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, le droit à une alimentation adéquate est fondé sur l'article 11 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

Même si le droit à une alimentation adéquate a été renforcé par d'autres instruments internationaux, régionaux et nationaux, en 1999, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a présenté son contenu dans son Observation générale 12 en déclarant notamment que «le droit à une nourriture suffisante est réalisé lorsque chaque homme, chaque femme et chaque enfant, seul ou en communauté avec

d'autres, **a physiquement et économiquement accès à tout moment à une nourriture suffisante** ou aux moyens de se la procurer».

De plus, les *Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale* ont été adoptées par consensus par les États membres de la FAO en 2004.

Ces directives fournissent aux États des orientations pratiques pour leur mise en œuvre, exposant les mesures à appliquer pour garantir le respect, la protection et la réalisation du droit à une alimentation adéquate.

Au cours de la dernière décennie, la **FAO** a largement contribué à la **promotion des Directives relatives au droit à une alimentation adéquate**, dans le but de poursuivre la mise en œuvre de ce droit.

Cela s'explique par le fait que leur application est, dans les deux cas, fondée sur la promotion d'une approche fondée sur les droits de l'homme.



### **Approche fondée sur les droits de l'homme**

Les éléments suivants vous aideront à adopter une approche fondée sur les droits de l'homme lorsqu'il s'agit d'évaluer, de formuler, d'appliquer, et de contrôler les politiques, les stratégies et les programmes qui contribuent à générer plus d'emplois de meilleure qualité dans les zones rurales et à faire valoir le droit à une alimentation adéquate:

Garantie de la **participation** active et autonome **de toutes les parties prenantes**, en particulier des groupes et personnes marginalisés et vulnérables;

Promotion d'une **intervention holistique** à travers la participation multipartite, l'attention aux questions transversales, l'augmentation des capacités et la coordination institutionnelle;

Accent mis sur les **groupes les plus vulnérables et marginalisés** tout au long du processus;

Réalisation d'activités **rigoureuses d'évaluation et de contrôle** en clarifiant les rôles,

responsabilités, droits et obligations des parties prenantes et en fixant des objectifs, cibles, points de repère et calendriers transparents;

**Soutien apporté aux garants de droits** afin qu'ils comprennent et remplissent leurs obligations internationales en matière de droits de l'homme;

Mise au point de **mécanismes de revendication permettant des recours**

**adéquats** lorsque les obligations sont négligées et que les droits sont violés, et renforcement de la capacité des détenteurs de droits de faire valoir leurs droits.

Cependant, mis à part un engagement réitéré sur le plan mondial et quelques initiatives sur le plan national, les synergies entre ces deux droits de l'homme n'ont pas encore été systématiquement mises en pratique.

Examinons les principales raisons pour lesquelles le fait de s'intéresser au droit à une alimentation adéquate et au droit à un travail décent d'une manière intégrée renforce la formulation et la mise en œuvre de politiques, stratégies et programmes relatifs à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, au développement rural et à la lutte contre la pauvreté.

#### a. Meilleur ciblage des interventions en faveur des personnes les plus vulnérables

**Dans les pays à faible revenu** d'Amérique centrale, d'Asie du Sud, d'Afrique subsaharienne et d'autres régions où les taux de pauvreté demeurent élevés, **l'agriculture** devrait rester l'un des **principaux moteurs de la croissance et la principale source d'emploi** pendant plusieurs décennies encore au moins. La grande majorité des agriculteurs sont des petits exploitants. La production d'aliments pour la consommation personnelle est essentielle pour les personnes vivant en milieu rural, étant donné qu'elles ont souvent un accès limité à d'autres sources de revenus ou de protection sociale.

Le fait d'ajouter un objectif global fondé sur les droits de l'homme, comme l'exercice du droit à une alimentation adéquate, aux objectifs de croissance et productivité agricole permet de garantir que les personnes les plus vulnérables et les causes profondes de leur insécurité alimentaire soient au centre de la solution.

Une telle approche favorise l'amélioration des perspectives et des conditions de travail dans l'agriculture et dans les systèmes alimentaires locaux et régionaux, notamment dans les petites exploitations agricoles.

Elle favorise aussi le développement humain et les aptitudes à la vie quotidienne, les considérant essentiels pour augmenter la viabilité, l'impact à plus long terme et l'adéquation du secteur du travail dans l'agriculture rurale.

### Exemple

#### Écoles pratiques d'agriculture et d'apprentissage à la vie pour les jeunes de la FAO (JFFLS)

Les JFFLS ont pour objectif de mettre en œuvre les deux droits de l'homme grâce à une approche axée sur le développement des compétences. Présentes dans plus de 20 pays, elles permettent aux jeunes vivant dans les zones rurales d'acquérir les compétences nécessaires pour atteindre la sécurité alimentaire à long terme, réduire leur vulnérabilité face au dénuement et leur proposer des stratégies pour surmonter les risques; elles leur donnent ainsi de **meilleures chances d'obtenir un emploi décent**.

Elles ciblent les groupes vulnérables, la sélection se faisant sur la base des critères d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité de la main-d'œuvre. Par exemple, au Mozambique, les écoles ont apporté leur soutien à des orphelins vivant dans des communautés touchées par le VIH et le sida. Au Malawi et en Tanzanie, elles ont ciblé des jeunes en milieu rural qui étaient au chômage ou sous-employés, tandis qu'en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, ce sont des jeunes vulnérables touchés par le conflit et de jeunes réfugiés qui ont été sélectionnés.

Ces écoles permettent d'acquérir des compétences agricoles, entrepreneuriales et des aptitudes à la vie quotidienne selon **une approche d'apprentissage participative** conçue spécialement pour les communautés rurales peu instruites. Les sujets abordés pendant la formation sont choisis de concert avec les jeunes, renforçant ainsi leur volonté à consentir des efforts pendant le processus. En Cisjordanie, les jeunes deviennent membres à part entière des coopératives locales. Au Malawi et en Tanzanie, les écoles faisaient partie d'un modèle de partenariat public-privé cherchant à lever les obstacles que les jeunes en milieu rural doivent surmonter pour assurer leur propre sécurité alimentaire et accéder à un emploi productif et décent.

*Pour en savoir plus sur l'approche des Écoles pratiques d'agriculture et d'apprentissage de la vie*

pour les jeunes: <http://www.fao.org/rural-employment/rural-employmentwork-areas/rural-employmentwork-areasyouth-employment/rural-employmentwork-areasyouth-employmentskills-development/fr/>

#### b. Fondement juridique élargi et renforcé

Le droit à une alimentation adéquate est un droit de l'homme reconnu dans plusieurs instruments internationaux et régionaux clés. Les mécanismes de recours et de revendication du **droit à une alimentation adéquate**, qu'ils soient administratifs, quasi judiciaires, judiciaires ou coutumiers, contribuent à responsabiliser les différentes parties prenantes et à renforcer l'état de droit, en liant le droit à une alimentation adéquate à d'autres droits **connexes**, comme le **droit à l'éducation**, à la **santé** et en particulier, le droit à un **travail décent**.

Par conséquent, lorsque sont absents les cadres législatifs garantissant les droits du travail ou lorsque ces droits ne sont pas appliqués, les interventions ciblant le droit à une alimentation adéquate peuvent intensifier la demande pour de tels mécanismes et, de ce fait, améliorer la protection des droits des travailleurs.

#### c. Amélioration de l'efficacité globale

La réalisation des deux droits d'une manière intégrée et la promotion d'une approche fondée sur les droits de l'homme contribueront à trouver des solutions davantage axées sur les personnes les plus vulnérables, à enrichir les activités d'évaluation et de contrôle et à améliorer la compréhension globale des rôles et responsabilités, droits et obligations des parties prenantes.

En particulier, une **analyse du droit à une alimentation adéquate profitera de l'examen** approfondi du niveau d'**accès à des emplois productifs** dans les zones rurales, et des principaux déficits de travail décent.

De même, une analyse de l'emploi et du travail décent tirera profit de la prise en compte explicite des besoins des travailleurs ruraux en ce qui concerne l'exercice du droit à une alimentation adéquate, de manière à garantir son intégration dans les stratégies de subsistance.

Examinons comment continuer à consolider la coopération et à garantir le renforcement réciproque de ces domaines de travail. Il est essentiel de:

- souligner la nécessité d'accéder à l'emploi productif et au travail décent et d'investir dans les aptitudes à la vie quotidienne et les compétences professionnelles dans les zones rurales, dans le cadre des interventions liées au droit à une alimentation adéquate;
- donner priorité à la réalisation du droit à une alimentation adéquate, de pair avec le droit à un travail décent dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des interventions dans le développement rural;
- promouvoir des dispositions légales relatives au droit à une alimentation adéquate et des mécanismes de revendication de ce droit dans le contexte des interventions en faveur de l'emploi et du développement rural.

### Exemple

#### Stratégie «Fome Zero» (Faim zéro) du Brésil

Créée en 2003, la stratégie *Fome Zero* du Brésil englobe quatre ensembles de programmes:

- faciliter l'accès à une nourriture adéquate;
- soutien agricole;
- activités génératrices de revenus;
- participation sociale.

Même si les points de départ principaux étaient la faim et l'insécurité alimentaire, la **stratégie Fome Zero** est une stratégie de réduction de la pauvreté en zone rurale pleinement intégrée et un moteur de développement et de renforcement de plusieurs lois, politiques, programmes et institutions visant à réaliser les droits de l'homme au Brésil.

Une caractéristique importante de la stratégie du Brésil est le registre unifié qui facilite l'identification des personnes pauvres. Il permet aux décideurs de **cibler les populations vulnérables avec des stratégies meilleures et plus efficaces**, par exemple pour lutter contre la faim, mais aussi en faveur de l'emploi décent. Cette approche permet aussi aux titulaires de droits d'accéder plus facilement aux différents programmes de la stratégie *Fome Zero*.

Le Système unifié de sécurité sociale permet aussi de promouvoir des mesures visant à garantir la réalisation des droits sociaux inscrits dans la constitution du pays, comme le droit au travail et le droit à une alimentation adéquate.

Ancrées dans le droit national, ces mesures incluent la formation et la facilitation de l'intégration des titulaires de droits dans le marché du travail.

## Résumé

Cette leçon a exploré les liens existant entre le travail décent dans les zones rurales, le développement agricole, la lutte contre la pauvreté et les quatre dimensions de la sécurité alimentaire et nutritionnelle:

- Il est essentiel de promouvoir l'emploi productif et le travail décent pour tous dans les zones rurales, en particulier dans l'agriculture, afin d'améliorer la performance et la viabilité du secteur agricole.
- L'emploi productif est l'un des principaux mécanismes de transmission permettant à la croissance et au développement économique d'agir contre la pauvreté.
- Plus d'emplois de meilleure qualité dans les zones rurales contribuent à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle en jouant directement sur ses quatre dimensions: disponibilité des produits alimentaires, accès à la nourriture, utilisation des aliments et stabilité de l'approvisionnement en denrées alimentaires.

Enfin, la leçon a souligné la complémentarité qui existe entre le droit à une alimentation adéquate et le droit à un travail décent, et expliqué pourquoi il est important de les promouvoir en synergie.